



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du Mardi 4 Juin 2024 à 14 H 30

L'an DEUX MIL VINGT QUATRE, le mardi 4 juin à 14 Heures 30, s'est réuni, en présentiel en au Siège de Val de Berry, 14 rue Jean-Jacques Rousseau à Bourges, le Conseil d'Administration.

ETAIENT PRESENTS :

Emmanuel RIOTTE	Président – 3 ^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental Maire de St Amand-Montrond
Bernadette GOIN	Vice-Présidente – Conseillère Communautaire Agglo – Maire de Berry-Bouy
Béatrice DAMADE	Membre – 6 ^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental Maire de Quantilly
Franck MICHOUX	Membre – Conseiller Départemental Adjoint au Maire de Vierzon 1
François DESCHAMPS	Membre – Président de l'Entraide Berruyère Secrétaire de Séance
Thierry CHATELIN	Membre – Personnalité qualifiée
Christine CHEZE-DHO	Membre – Adjointe au Maire de Bourges Conseillère Communautaire
Annette BUREAU	Membre – Adjointe au Maire d'Aubigny Sur Nère
Dominique DHENNE	Membre – Représentant Action Logement (visio)
Daniel ROBIN	Membre – Secrétaire National de la Fédération Départementale du Secours Populaire Français
Nicole MASSICOT	Membre – Présidente de l'UDAF
Auguste DORLEANS	Membre – Représentant Tivoli Initiatives
Daniel DERET	Membre – Président de l'URHAJ Centre Val de Loire
Claude HENRY	Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)
Denise DURANTON	Membre – Représentant des locataires (CNL)
Ghislaine DROUET	Membre – Représentant des locataires (CLCV)
Guy GONZALES	Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)
Nicolas LEPAIN	Membre – Représentant l'UD CGT du Cher

ETAIENT EXCUSES :

Clarisse DULUC	Membre – Conseillère Départementale - Maire d'Orval
Fabrice CHOLLET	Membre – Conseiller Départemental Maire de St Martin d'Auxigny Pouvoir à Emmanuel RIOTTE
Jean-Luc BRAHITI	Membre – Conseiller Départemental

Irène FELIX
Hugo LEFELLE

Nathalie LEMARCHAND

Charles COLLIN

Annie VERHOEVEN
Rachid BOUADMA

Membre – Présidente de l'Agglomération de Bourges Plus
Membre – Adjoint au Maire de Bourges
Pouvoir à Christine CHEZE-DHO
Membre – Représentant Caisse des Dépôts
Pouvoir à François DESCHAMPS
Membre - Président CAF du Cher
Pouvoir à Daniel ROBIN
Membre – Représentant des locataires (CLCV)
Membre – Secrétaire Général de l'UD CFDT du Cher
Pouvoir à Thierry CHATELIN

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

Eric DALUZ
Marie-José GONÇALVES

Frédéric DECOIN

Bruno AGEZ

Directeur Départemental des Territoires du Cher
Représentant la Direction Départementale
des Territoires du Cher
Secrétaire du Comité Social et Economique de Val de
Berry
Commissaire aux Comptes

PRESENCE DU COMITE DE DIRECTION :

Benoît LEMAIGRE
Jean-Luc PINSON
Emilie LARAINÉ
Stéphanie JOUVE
Nathalie CLOUET
Olivier SCHUBNEL
Michaël PHILIBERT
Nadège BEDU

Directeur Général
Directeur Général Adjoint – Directeur des Finances
Directrice des Affaires Juridiques et des Marchés Publics
Directrice du Développement Humain et Marketing RH
Directrice des Politiques Sociales et Contentieuses
Directeur Technique et Développement
Directeur Commercial et de la Proximité
Assistante de Direction

.....
La séance est levée à 17 H 05.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

=====

Séance du Mardi 4 Juin 2024 à 14 H 30

=====

XIV - COMPTE FINANCIER 2023

1. Rapport financier 2023

Le présent compte financier retrace l'ensemble des opérations comptabilisées sur l'exercice 2023 par les services financiers.

Un audit de conformité a été réalisé en 2 phases par notre commissaire aux comptes FIDUCIAL :

- Phase intermédiaire du 11 au 15 décembre 2023
- Phase finale du 19 au 21 mars 2024

Le rapport établi à l'issue vous est présenté dans un point à suivre de l'ordre du jour.

ETAT DES REALISATIONS

	Compte de résultat
<u>RECETTES</u>	
Prévisions budgétaires totales	61 569 600 €
Produits nets comptabilisés	64 784 840 €
<u>DEPENSES</u>	
Prévisions budgétaires totales	63 556 280 €
Charges nettes comptabilisées	64 542 519 €
<u>RESULTAT</u>	
PREVISIONNEL	-1 986 680 €
REALISE	242 320 €

COMPTE DE RESULTAT

Les charges totales nettes réalisées représentent 101,55% des prévisions budgétaires, et progressent de 2,62% par rapport à 2022.

Les produits constatés évoluent quant à eux de 10,02% pour un taux de couverture des prévisions budgétaires de 105,22%.

La construction du résultat comptable, arrêté à 242 K€ (contre -4 013 K€ en 2022), résulte de l'addition de 5 composantes :

- Le résultat d'exploitation correspond au solde entre les charges et les produits directement liés à l'activité locative de l'organisme
- Le résultat net sur quotes parts de résultats sur opérations faites en commun
- Le résultat financier correspond au solde entre les charges et les produits générés par les opérations financières réalisés par l'organisme, hors gestion de la dette locative
- Le résultat exceptionnel découle quant à lui du solde entre les charges et les produits non récurrents
- L'impôt sur les sociétés

L'ensemble de ces données est retracé dans la Partie 5 (fiches 5.1 et 5.2) « Soldes intermédiaires de gestion »

RESULTAT D'EXPLOITATION

L'exploitation de l'organisme est très fortement impactée par l'explosion de la charge financière. Le résultat d'exploitation régresse de 1 677 K€ à -1 069 K€, soit une baisse de 2 746 K€.

LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ils s'affichent à 54 004 K€ et se décomposent comme suit.

Produits d'activité

Le montant des loyers quittancés des logements (indemnités d'occupation incluses et RLS non déduite) progresse à 38 335 K€ contre 37 256 K€ en 2022 (+2,90%). La réduction de loyers de solidarité s'élève à -2 632 K€ (-2 601 K€ en 2022).

A titre indicatif, le montant des loyers des logements non quittancés s'élève à 6 075 K€ contre 5 919 K€ en 2022, répartis comme suit

- | | |
|--|-------------------|
| - Pour cause de vacance commerciale ou technique | 2 260 K€ (-9,78%) |
| - Pour cause de démolitions | 3 741 K€ (+9,92) |
| - Logements réservés à l'usage de Val de Berry | 74 K€ (-9,25%) |

Les livraisons suivantes sont intervenues en 2023 :

- 10 logements à la Guerche sur l'Aubois
- 12 logements à St Florent

Par ailleurs, l'entrée en jouissance au bénéfice de Val de Berry des 58 logements acquis fin 2022 à Bourges (résidence le Square) est intervenue au 1^{er} janvier 2023.

Les provisions pour charges locatives s'élèvent à 8 215 K€, contre 6 790 K€ en 2022.

Les redevances facturées aux gestionnaires des foyers s'élèvent à 2 222 K€ (1 958 K€ en 2022), augmentation découlant notamment de la modification de la comptabilisation des loyers des gendarmeries, dorénavant comptabilisées en redevance.

Des suppléments de loyer de solidarité ont été quittancés aux locataires n'ayant pas fourni leurs justificatifs de ressources pour un total de 81 K€ contre 64 K€ en 2022. Il est rappelé que ces produits sont reversés pour 85% avec la cotisation CG2LS.

Les produits issus de la location des commerces, garages et parkings sont en hausse de 3,90% à 1 280 K€ (1 232 K€ en 2022), principalement en raison de la mise en location de l'extension du centre municipal de santé de Vierzon.

Les prestations de services et activités annexes sont génératrices de produits à hauteur de 83 K€, contre 61 K€ en 2022. Une régularisation est intervenue pour refacturation de travaux à l'organisme locataire de l'ancienne agence sud.

Globalement, les produits d'activité représentent 47583 K€, contre 44759 K€ en 2022, en progression de 6,3%.

Production immobilisée

Les coûts internes de production attribuables aux opérations patrimoniales s'élèvent à 297 K€, contre 147 K€ en 2022 (+102%).

Dans le même temps, l'immobilisation des frais de préfinancement de ces opérations génère un produit de 51 K€.

Subventions d'exploitation

Elles évoluent de 244 K€ en 2022 à 189 K€ pour 2023 (-23%)

Dispositif de lissage de la CG2LS

Le produit du lissage versé par la CGLLS, net des cotisations, s'élève à 156 K€ (68 K€ en 2022).

Autres produits

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à 674 K€ contre 597 K€ (+12,90%), et se décomposent en :

- Cessions de droits à certificats d'économie d'énergie	639 K€
- Pénalités sur contrats	33 K€
- Autres	2 K€

Transferts de charges d'exploitation

Ils consistent en la refacturation partielle aux locataires des frais d'actes d'une part, et d'autre part des frais de commercialisation avant-vente. Ils progressent à 189 K€ contre 104 K€ en 2022 (+82%).

Reprises sur provisions et dépréciations

Diverses reprises ont été opérées pour 1665 K€ afin de prendre en compte les variations intervenues au cours de l'exercice :

- Provision pour créances douteuses	991 K€
- Provision pour gros entretien	432 K€
- Provision pour risques	18 K€
- Provision pour autres charges	224 K€

Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat

Elle représente cette année 3 199 K€, contre 3 380 K€ en 2022. La réduction est principalement consécutive à la modification de certaines durées d'amortissement actée par délibération en date du 8 décembre 2023.

LES CHARGES D'EXPLOITATION

Elles s'affichent à 55 073 K€ et se décomposent comme suit.

Charges récupérables

L'enveloppe consacrée aux charges récupérables est en forte progression à 9 266 K€ contre 8 004 K€ en 2022.

Les charges récupérables non récupérées s'élèvent à 1 051 K€ (1 214 K€ en 2022), dont 1 014 K€ au titre des logements vacants (1 177 K€ en 2022). Elles représentent pour les seuls logements 13,68% des charges récupérables contre 13,71% l'an passé. Il convient de préciser que la réaffectation de charges et produits sur exercices antérieurs a un impact favorable de 291 K€.

Charges non-récupérables

Consommations en provenance de tiers

Les charges représentatives d'autres consommations et prestations externes progressent de 6,47%, à 10 169 K€ contre 9 551 K€ en 2022 (+618 K€). Les variations les plus significatives concernent :

- La consommation de fluides	+124 K€
- L'entretien et les réparations courantes sur patrimoine locatif	+239 K€
- Le gros entretien	+152 K€

- | | |
|--|---------|
| - Les contrats d'assurance | + 36 K€ |
| - Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires | +197 K€ |
| - Le personnel extérieur à l'organisme | - 82 K€ |
| - L'ensemble des autres postes budgétaires | - 48 K€ |

Cotisation CG2LS

Elle est inférieure au produit du lissage versé par la CGLLS, soit comme en 2022 une charge nulle.

Charges de personnel

Les charges de personnel (hors intérim) s'établissent à 8 512 K€ contre 7 858 M€ en 2022 (8,32%). Cette évolution découle :

- De la charge en année pleine des recrutements opérés en 2022 (DSI – DDHMRH), ainsi que de la création du pôle d'intervention rapide de propreté
- Des impacts des diverses décisions de revalorisation (point d'indice de la fonction publique, salaire minimum interprofessionnel de croissance)
- D'une régularisation des cotisation URSSAF
- De l'octroi au personnel d'une prime de pouvoir d'achat conformément au décret 2023-702
- De la déclinaison des accords d'entreprise issus de la NAO 2022
- De la progression des dépenses de formation professionnelle
- De l'attribution de l'intéressement pour cet exercice, le seuil de déclenchement étant atteint
- D'une augmentation sensible des jours de congés affectés cette année aux comptes épargne temps

Les charges de personnel intègrent :

- Les rémunérations de l'ensemble des personnels en activité au sein de l'office, fonctionnaires et salariés de droit privé et public,
- Les rémunérations d'une fonctionnaire mise à disposition du centre de gestion,
- La valorisation des congés payés affectés aux comptes épargne temps
- Les indemnités allouées dans le cadre des protocoles de rupture conventionnelle,
- Les indemnités chômage dues aux anciens personnels ayant quitté l'office, notre organisme ayant fait le choix de l'auto-assurance,
- Les charges patronales découlant de l'ensemble des rémunérations et prestations ci-dessus (sociales et fiscales),
- La part employeur des cotisations des contrats d'assurances du personnel (prévoyance et mutuelle),
- La subvention allouée au comité social et économique,
- Les achats et cotisations relatifs à la médecine du travail,

Autres charges d'exploitation

Elles intègrent les pertes sur créances irrécouvrables et diverses charges de gestion, s'élèvent à 590 K€ contre 604 K€ en 2022, soit une variation de -14 K€.

Impôts, taxes et versement assimilés

La taxe foncière est en très forte augmentation à 5 161 K€ contre 4 705 K€ (+9,69%), malgré la sortie en base des 32 logements démolis en 2022. Cette hausse découle pour l'essentiel de l'augmentation de 7% des valeurs locatives, de la sortie de période d'exonération de 66 logements et de l'acquisition des 58 logements de la résidence du Square à Bourges.

Les autres impôts, taxes et versements assimilés atteignent 205 K€ contre 180 K€ en 2022, notamment sous l'effet du passage au 1^{er} janvier 2023 de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères à la TEOM, des communes rattachées à la communauté de communes Sauldre et Sologne (+13,77%).

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Leur montant est en baisse à 15 380 K€ contre 15 943 K€ en 2022 principalement par suite de l'allongement de certaines durées d'amortissement. Elles présentent les variations suivantes :

- | | |
|---|---------|
| - Dotations aux amortissements | -428 K€ |
| - Dotation pour provision des risques et charges d'exploitation | -128 K€ |
| - Dotations pour dépréciations | - 7 K€ |

Charge financière locative

La charge financière de la dette locative (préfinancement inclus) s'élève à 5 789 K€ contre 3 075 K€ en 2022 (+88%) consécutivement aux hausses du taux du livret A, principal index de notre endettement, en dates des 1^{er} août 2022 (1% => 2%) et 1^{er} février 2023 (2% => 3%). Elle inclut une dotation aux amortissements des intérêts compensateurs de 3 K€.

RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'élève à 1 007 K€ contre 496 K€ en 2022

L'encours moyen journalier de la trésorerie s'élève à 37,17 M€ contre 38,22 M€ en 2022.

LES CHARGES FINANCIERES

Des intérêts sur emprunts non-locatifs ont été acquittés pour 33 K€.

LES PRODUITS FINANCIERS

Dans le même temps, le placement de notre trésorerie sur livret A et comptes à terme a généré des produits pour 1 040 K€.

RESULTAT NET SUR QUOTES PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN

Il s'agit en charges de la cotisation de l'organisme versée à Val de France pour 211 K€ contre 145 K€ en 2021.

Des dividendes ont été perçus de notre filiale YSALIA pour 22 K€ (0 K€ en 2022).

Le résultat net s'élève donc à -189 K€.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il s'affiche pour cette année à 489 K€ contre -6 041 K€ en 2022, soit une hausse de 6 531 K€.

LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles s'élèvent à 9 229 K€ contre 12 794 K€ en 2022 (-3 565 K€, soit -28%).

Les variations concernent

- | | |
|---|------------|
| - Valeurs nettes comptables des sorties d'actifs | - 56 K€ |
| - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | + 27 K€ |
| - Autres charges exceptionnelles (démolitions, sinistres) | +1 499 K€ |
| - Dotations exceptionnelles | - 5 035 K€ |

LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

En progression de 6 753 K€ à 9 718 K€ (+2 965 K€, soit +44%).

- | | |
|--|-----------|
| - Produits de cessions d'éléments d'actif | - 653 K€ |
| - Produits exceptionnels sur opérations de gestion (subventions CG2LS, dégrèvements TFPB) | + 125 K€ |
| - Autres produits exceptionnels (remboursements sur sinistres, subventions pour démolitions) | - 112 K€ |
| - Reprises exceptionnelles | +3 605 K€ |

L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Nous ne sommes pas redevables cette année au titre de l'IS.

Notre organisme bénéficie en outre d'un crédit d'impôt de 3 K€ pour mécénat qui nous sera remboursé courant 2024.

AUTOFINANCEMENT

La capacité d'autofinancement dite « CAF PCG » de l'office est arrêtée à 11 188 K€, contre 14 802 K€ en 2022. Après déduction du remboursement du capital de l'annuité locative (hors remboursements anticipés) et de la dotation aux amortissements des intérêts compensateurs, l'autofinancement net HLM de l'exercice, tel que défini par l'article R423-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, s'établit à 979 K€ contre 2 986 K€ en 2022 (voir états Partie 5 – fiches 5.1 à 5.3).

Le ratio d'autofinancement net HLM s'établit à 2.4 % contre 7.8% en 2022.

TABLEAU DE FINANCEMENT

Il s'équilibre à 34,8 M€.

Les variations de l'exercice se décomposent comme suit :

En ressources

- Capacité d'autofinancement	+11 185 K€	(14 781 K€ en 2022)
- Capitaux propres	+ 5 143 K€	(6 609 K€ en 2022)
- Cessions d'actifs immobilisés	+ 604 K€	(1 257 K€ en 2022)
- Augmentation des dettes financières	+12 173 K€	(12 236 K€ en 2022)

En emplois

- Actifs immobilisés	+24 047 K€	(12 855 K€ en 2022)
- Charges à répartir sur plusieurs exercices	- 3 K€	(-21 K€ en 2022)
- Remboursement des dettes financières	+10 751 K€	(12 656 K€ en 2022)
o Dont dépôts de garantie	+ 23 K€	

Compte tenu de la capacité d'autofinancement mentionnée ci-dessus, **on constate un besoin en fonds de roulement de 5,7 M€** (apport de 9,4 M€ en 2022).

STRUCTURE DU BILAN

Le fonds de roulement de l'office à clôture d'exercice (ressources permanentes – emplois permanents) ressort à 53,3 M€ et le potentiel financier (fonds de roulement – provisions pour risques et charges – PGE – dépôts de garantie – amortissement courus non échus) à 29,3 M€.

Le total des disponibilités de l'office s'élève à 36,8 M€ (39,2 M€ à clôture 2022).

2. Rapport sur la dette au 31/12/2023

Le taux de rémunération du livret A est passé de 2 % au 01/08/2022 à 3% au 01/02/2023

Pour financer ses investissements Val de Berry a contracté 27 contrats de prêts pour un montant total de 13 627 411.00 € :

- 9 contrats de prêts pour la construction de 32 logements
 - 737 669,00 € de prêt PLAI pour la construction de 8 logements
 - 2 265 748,00 € de prêt PLUS pour la construction de 24 logements
- 17 contrats de prêts pour la réhabilitation de 1188 logements pour un montant global de 10 026 994,00 €
- 1 contrat de prêt pour un rachat de patrimoine de 58 logements pour un montant de 600 000 €

Au 31/12/2022, l'encours de la dette de Val de Berry, hors titres participatifs, s'élevait à 216 800 741 €. Il est de 218 249 145 € au 31/12/2023, soit un endettement annuel de 1 448 404 € (+0,66%).

3. Informations sur les délais de paiement

Les articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du code de commerce précisent que les sociétés dont les comptes sont certifiés par un Commissaire aux Comptes doivent présenter la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance. Les états 2022 et 2023 sont joints en annexe du présent rapport.

4. Affectation du résultat 2023

Il convient de procéder à la comptabilisation différenciée du résultat comptable, du report à nouveau ainsi que des affectations aux comptes de réserves. La distinction s'opère entre les activités relevant du services d'intérêt économique général (SIEG) et celles hors champ.

Le résultat excédentaire de l'exercice 2023 arrêté à 242 320,18 € se répartit, avant affectation des plus-values de cessions, comme suit :

- SIEG 225 423,77 € (compte 12011)
- Hors SIEG 16 896,41 € (compte 12012)

Seules les plus-values nettes sur cessions de logements et terrains les supportant sont affectables au compte de réserve 10685.

En 2023, cette plus-value nette s'élève à **337 199,59 €**, répartis comme suit :

- SIEG 337 199,59 €, à imputer au compte 106851

L'affectation en report à nouveau du résultat minoré de la plus-value nette sur cessions ci-dessus, **soit -94 879,41 €**, se répartit comme suit :

- SIEG -111 775,81 €, à imputer sur le compte 11011
- Hors SIEG + 16 896,40 €, à imputer sur le compte 11012

Ces reports à nouveau créditeurs pourront, au fur et à mesure des besoins, être affectés :

- SIEG du compte 11011 vers le compte 10671 lors de la clôture financière des opérations patrimoniales entrant dans le champ SIEG
- Hors SIEG du compte 11012 vers le compte 10672 lors de la clôture financière des opérations patrimoniales n'entrant pas dans le champ SIEG

Il est proposé aux Membres du Conseil d'Administration :

- d'approuver le compte financier 2023 et ses annexes légales.
- d'affecter le résultat excédentaire de 242 320,18 € :

1 - Au crédit du compte 106851 « réserves sur cessions immobilières – activités relevant du SIEG depuis 2021 » **pour un montant de 337 199,59 €**

2 - Au crédit du compte 11012 « Report à nouveau créditeur – activités hors SIEG depuis 2021 » **pour un montant de 16 896,40 €**

3 - Au débit du compte 11011 « Report à nouveau créditeur – activités relevant du SIEG depuis 2021 » **pour un montant de 111 775,81 €**

VOTE : NOMBRE DE PRESENTS OU REPRESENTES : 23
POUR : 20 CONTRE : 0 ABSTENTION : 3

DELIBERATION

Le Conseil d'Administration approuve le compte financier 2023 et ses annexes légales et affect le résultat excédentaire de 242 320.18 € :

- 1 - au crédit du compte 106851** « réserves sur cessions immobilières – activités relevant du SIEG depuis 2021 » **pour un montant de 337 199,59 €**
- 2 - au crédit du compte 11012** « Report à nouveau créiteur –activités hors SIEG depuis 2021 » **pour un montant de 16 896,40 €**
- 3 - au débit du compte 11011** « Report à nouveau créiteur – activités relevant du SIEG depuis 2021 » **pour un montant de 111 775,81 €**

.....
Le Secrétaire de Séance,
François DESCHAMPS

.....
Le Président,
Emmanuel RIOTTE

Extrait certifié conforme
Bourges, le 5 juin 2024
Le Directeur Général,
Benoît LEMAIGRE



INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

EXERCICE 2022

(conformément aux dispositions des articles L441-6-1 et D441-4 du code de commerce)

Article D 441.I-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D 441.I-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus		0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	824					123						
Montant total des factures TTC en K€	2 631	706	56	0	23	785						
Pourcentage du total des achats TTC de l'exercice	7,02%	1,88%	0,15%	0,00%	0,06%	2,09%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total TTC des factures exclues en K€												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux						Délais contractuels ou délais légaux / à préciser					

Article D 441.II : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice							Article D 441.II : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus		0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	15 292					2 119						
Montant total des factures TTC en K€	27 677	5 419	563	211	194	6 386						
Pourcentage du total des achats TTC de l'exercice	73,85%	14,46%	1,50%	0,56%	0,52%	17,04%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total TTC des factures exclues en K€												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux						Délais contractuels ou délais légaux / à préciser					

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

EXERCICE 2023

(conformément aux dispositions des articles L441-6-1 et D441-4 du code de commerce)

Article D 441.I-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D 441.I-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus		0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	764					133						
Montant total des factures TTC en K€	2 448	1 359	17	1	0	1 377						
Pourcentage du total des achats TTC de l'exercice	5,09%	2,83%	0,04%	0,00%	0,00%	2,87%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total TTC des factures exclues en K€												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux						Délais contractuels ou délais légaux / à préciser					

		Article D 441.II : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					Article D 441.II : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice							
		0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	
(A) Tranches de retard de paiement														
Nombre de factures		17785					1072							
Montant total des factures TTC en K€		37 829	5 816	453	91	45	6 406							
Pourcentage du total des achats TTC de l'exercice		78,71%	12,10%	0,94%	0,19%	0,09%	13,33%							
Pourcentage du CA TTC de l'exercice														
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées														
Nombre de factures exclues		1					11	12						
Montant total TTC des factures exclues en K€		0					6	6						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L441-6 ou article L443-1 du code de commerce)														
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement		Délais légaux					Délais contractuels ou délais légaux / à préciser							